

Nouveaux Cahiers du socialisme



--> See the **erratum** for this article

Atelier. Le projet socialiste, 100 ans plus tard : avec Colette St-Hilaire, Jonathan Durand-Folco, Emanuel Guay et Fanny Theurillat-Cloutier

Serge Denis

Syndicalisme : institution ou mouvement ?

Number 19, Winter 2018

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/87767ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)

1918-4670 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Denis, S. (2018). Review of [Atelier. Le projet socialiste, 100 ans plus tard : avec Colette St-Hilaire, Jonathan Durand-Folco, Emanuel Guay et Fanny Theurillat-Cloutier]. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (19), 225–226.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2018

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Atelier Le projet socialiste, 100 ans plus tard

AVEC COLETTE ST-HILAIRE, JONATHAN DURAND-FOLCO,
EMANUEL GUAY ET FANNY THEURILLAT-CLOUTIER

SYNTHÈSE PAR SERGE DENIS¹

Cent ans après la révolution soviétique, le projet d'un pouvoir exercé par le peuple germe à nouveau, dans les *barrios* de Bolivie, les assemblées municipales espagnoles, les luttes sociales au Québec... Que pourrait être un socialisme du XXI^e siècle ? À quoi pourrait ressembler l'exercice d'un pouvoir populaire ?

Le socialisme a existé comme mouvement social, historique, contre l'exploitation et la domination. La montée actuelle de l'extrême droite, comme dans les années 1930, fait peser sur le socialisme et les populations de graves menaces. Comme dans les décennies antérieures, l'extrême droite prétend échapper à la dichotomie gauche-droite et dit faire valoir les intérêts de tout le peuple. Les problèmes sociaux et économiques seraient aujourd'hui provoqués non pas par le capitalisme, mais par l'immigration.

Pour éviter de réinstaller des systèmes de gouvernement totalitaires et autoritaires, il faut poursuivre la reconstruction de la société à partir de la base et édifier le nouveau régime sur les piliers de la coopération consciente et volontaire, sur le principe de la codépendance autodéterminée, qui implique un retour constant à la réflexion de départ afin d'évaluer les pas franchis, corriger son évolution, modifier sa trajectoire au besoin. Il nous faut par ailleurs savoir que les moments d'une telle rupture se vivent dans l'enthousiasme et une grande volonté de participation ; le temps passant, toutefois, il arrive qu'il y ait « recristallisation » des rapports hiérarchiques, d'expertise et de pouvoir. Il sera donc nécessaire de contrecarrer, peut-être même, de renverser ce type de nouveaux rapports hiérarchiques.

Stratégiquement, on doit considérer aujourd'hui l'hypothèse du « municipalisme » afin de relancer l'objectif du socialisme et d'engager à nouveau l'évolution dans la direction d'une république des communes et des conseils, c'est-à-dire l'instauration du pouvoir du peuple. La municipalité pourrait être vue comme un « tremplin potentiel » vers « l'autogouvernement local », lui-même « pilier de la transition postcapitaliste ». En reprenant la leçon de la Commune de Paris (1871), il faut voir, disait Marx, que le « prolétariat ne peut pas se contenter de prendre tel quel l'appareil d'État et de le faire fonctionner à

1 Colette St-Hilaire est sociologue et traductrice. Jonathan Durand-Folco enseigne à l'Université Saint-Paul. Emanuel Guay est doctorant à l'Université McGill. Fanny Theurillat-Cloutier est professeure de sociologie au cégep Marie-Victorin.

son propre compte » : il faut donc favoriser la création de nouvelles institutions politiques correspondant à l'exercice de l'autogouvernement populaire.

